

Déclaration commune de la FSU, UNSA et CFDT

CTA du 26 novembre 2020

Nous souhaitons démarrer ce CTA par une déclaration intersyndicale.

Tout d'abord, nous tenons à honorer la mémoire de notre collègue Samuel Paty assassiné le 16 octobre dernier. Cet acte odieux a plongé toute la communauté éducative dans une profonde tristesse. Tristesse aggravée par le vol des 2 petites heures de concertation que les organisations syndicales avaient obtenues. Nous avons demandé une journée complète, ce qui était plus que nécessaire pour construire collectivement un hommage adapté aux réalités de nos établissements et écoles et pour se retrouver, se rassurer, préparer une réponse collective, préparer la compréhension d'une lettre ardue à comprendre pour nombre d'élèves, afin de s'armer et d'anticiper les réactions d'hostilité ou de déni de certains de nos élèves.

Au vu de la situation sanitaire et des tensions qu'elle fait peser sur le système éducatif, mais aussi du fait de la forte inquiétude des personnels de l'Éducation nationale sur le rôle de l'École dans la propagation de l'épidémie, les organisations FSU, UNSA et CFDT demandent :

- l'information régulière des organisations représentatives, par la convocation d'instances et des points réguliers.
- une protection sans faille de notre employeur de l'ensemble des personnels afin de leur apporter de l'assistance quand ils en ont besoin, et surtout d'éviter de leur compliquer la tâche par des contrôles tatillons, notamment sur les fonctionnements pédagogiques retenus ;
- le recrutement de personnels (remplaçants, assistants d'éducation) comme annoncé par le ministre lors de la conférence de presse du 12 novembre, afin non seulement d'améliorer les conditions d'exercices actuelles, mais également d'anticiper sur les scénarios futurs ;
- une plus grande vigilance du rectorat sur la communication de chiffres dont la fiabilité est remise en cause par les méthodes de collecte, chiffres qui pourraient conduire à sous-estimer la propagation du virus au sein des écoles, collèges et lycées et, en cela, mettre en danger la santé des personnels et des usagers.

Au regard de la situation, il est nécessaire d'annuler les suppressions de postes prévues.